

Les jeunes et l'éducation

Les jeunes Canadiens font un marché de dupes. Le taux de chômage des jeunes est de plus de 13 %. Chez les jeunes, le sous-emploi et les emplois à temps partiel durant une recherche de carrière croissent au rythme ahurissant de 28 %. Les étudiants supportent le poids écrasant de leurs dettes et sont privés des instruments qui leur permettraient de rembourser leurs investissements. La dette moyenne des étudiants est de plus de 25 000 \$. Mais tous les jeunes entendent les générations précédentes dire que, s'ils travaillaient plus fort, investissaient davantage dans leur éducation, ou seulement « envoyaient plus de curriculum », ils obtiendraient un emploi. Ils entendent dire que des droits de scolarité jamais vus auparavant sont seulement « ce qui doit être » et que s'élever contre cela est attribuable au millénaire. Ils entendent dire que, s'ils font seulement preuve d'un peu de patience, des possibilités professionnelles vont se présenter éventuellement. La réalité, toutefois, c'est que les jeunes d'aujourd'hui font face à des obstacles qui n'ont jamais existé quand leurs parents entreprenaient leur carrière.

Nous devons modifier la manière dont nous envisageons l'éducation postsecondaire. Plutôt qu'une commodité privée que les jeunes achètent pour leur avancement personnel, nous devons considérer l'éducation comme un bien public. Nous devons considérer que c'est une valeur partagée de donner à une génération de jeunes le pouvoir d'apprendre un métier, de recevoir une formation scientifique ou d'étudier les sciences humaines. Nous pouvons traiter nos pénuries de compétences et créer une génération prête pour l'économie de l'information. Nous pouvons équiper nos jeunes des instruments dont ils ont besoin pour être de bons citoyens aux niveaux mondial et canadien.

Abolir les droits de scolarité

7 539 \$: moyenne des droits de scolarité de premier cycle par année en Ontario¹

Il est temps de rompre le statu quo sur l'éducation au Canada et d'abolir les droits de scolarité pour les collèges, les universités et les programmes de formation des compétences. Qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Norvège, de la Suède ou de la Finlande, nombre des économies les plus prospères du monde ont prouvé qu'étendre le système d'éducation public pour inclure les études postsecondaires accroît la prospérité, l'égalité, la productivité et la compétitivité économique.

¹ <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l01/cst01/educ50k-eng.htm>

Nous commencerons à investir dans l'avenir du Canada en abolissant les droits de scolarité pour les étudiants sans moyens financiers adéquats, y compris annuler le maximum annuel inapproprié de 2 % du financement accru de l'éducation postsecondaire pour tous les étudiants des premières nations et des Inuits. **Par une consultation et une collaboration avec les gouvernements provinciaux, de même que les universités et les collèges, d'ici 2020 nous abolirons les droits de scolarité pour l'éducation postsecondaire et la formation des compétences pour les Canadiens, en garantissant que le revenu n'est jamais obstacle à la qualification des étudiants.** Il est largement admis que la réussite du Canada dépend d'une population instruite, mais nous écrasons nos jeunes du poids de dizaines de milliers de dollars en dette étudiante.

L'emploi chez les jeunes

13,7 % : le taux de chômage des jeunes Canadiens en juin 2015²

Il est inacceptable aux yeux du Parti vert et devrait être inacceptable pour tous les Canadiens que le taux de chômage chez les jeunes Canadiens soit le double de la moyenne nationale. Le taux de chômage réel des jeunes est probablement beaucoup plus élevé parce que plusieurs jeunes ont abandonné la recherche d'un premier emploi et ne font plus partie des statistiques.

Investir dans les compétences, la formation et l'éducation des Canadiens est un moyen éprouvé de créer de vrais emplois, et c'est l'épine dorsale du Canada de l'avenir comme superpuissance durable. Mais, plusieurs jeunes qui sortent tout juste de l'école entrent dans un piège sans issue. Ils ne peuvent obtenir l'embauche dans de nouveaux emplois parce qu'ils manquent d'expérience. Mais à moins qu'ils n'obtiennent ce premier emploi, ils n'auront jamais cette expérience. **Les Verts créeront un Service communautaire et environnemental national, qui fournira 1 G\$ par année aux municipalités pour embaucher de jeunes canadiens pour faire le travail qui doit être fait.**

La dette étudiante

15 G\$: la dette étudiante détenue par les gouvernements fédéraux et provinciaux

Au lieu de rendre l'éducation plus facile au bénéfice des étudiants, le gouvernement fédéral est devenu le créancier principal des étudiants canadiens. Près de 455 000 étudiants ont dû emprunter pour payer leurs études au cours de la dernière année seulement. Le gouvernement emprunte à des taux d'intérêt préférentiels, et par suite prête

² <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150710/t001a-eng.htm>

aux étudiants à des taux plus élevés – certains des [taux les plus élevés au monde, en réalité](#). Et, bien que les taux de défaut aient chuté de plus de la moitié dans la dernière décennie, [les Conservateurs de Harper ont donné instruction aux crédateurs de cette dette d'être plus agressifs](#).

Les Canadiens connaissent la valeur d'une bonne éducation. Toutefois, qu'arrive-t-il aux étudiants qui terminent leurs études avec un diplôme en main et un poids de la dette écrasant dans l'esprit? Que dire des jeunes Canadiens qui s'abstiennent de poursuivre leurs études parce qu'ils ne veulent pas se charger d'une dette? Quelles sont les conséquences économiques d'une génération endettée?

Négliger une génération endettée entraîne pour l'économie canadienne des coûts plus lourds que nous ne pouvons en supporter. Il est de plus en plus évident que le poids d'une dette étudiante a des répercussions négatives sur la santé mentale de l'étudiant, y compris des troubles du sommeil, une tension plus élevée et de l'anxiété.³ De nombreux jeunes restreignent leur propre potentiel économique en raison de leur aversion pour les dettes. Ces jeunes seront incapables d'acheter une maison, de démarrer des entreprises, ou de prendre les risques nécessaires qui notoirement contribuent à stimuler l'économie.

Nous contribuons à creuser l'écart entre les étudiants dont les parents peuvent se permettre de payer les études, et les étudiants dont les parents ne le peuvent pas. L'instruction devrait être le grand égalisateur. Au contraire, il renforce l'inégalité de départ.

Même quand les jeunes sortent des écoles, ils font face à des pressions croissantes pour accepter de faire du travail bénévole pendant des mois ou même des années. Tandis que les jeunes qui bénéficient de l'appui de leurs parents peuvent avancer dans leur carrière grâce aux stages, considérés comme une exigence du marché du travail d'aujourd'hui, ceux qui ne le peuvent pas traînent derrière. Le travail des jeunes doit être évalué comme tout autre travail. Nous devons uniformiser les règles du jeu. **Le Parti vert présentera une loi visant à bannir les stages non rémunérés dans les industries réglementées à l'échelon fédéral et travaillera de concert avec les provinces pour faire cesser cette pratique.**

Le Revenu de subsistance garanti (RSG) du Parti vert donnera aussi aux étudiants la sécurité dont ils ont besoin pour poursuivre des études sans vivre dans la crainte de

³ Cooke, Richard et al. "Student Debt and its Relation to Student Mental Health." *Journal of Further and Higher Education*, vol. 28, n° 1, février 2004

somber dans la pauvreté. Le RSG fournirait un paiement régulier à chaque Canadien à un niveau au-dessus du seuil de la pauvreté, pour satisfaire aux besoins de base des Canadiens, tout en encourageant la création d'un revenu supplémentaire. Pour les Canadiens à revenu plus élevé, le montant du RSG est presque remboursé en totalité sous forme de crédit d'impôt. Un RSG donnera aux étudiants l'appui dont ils ont besoin pour étudier sans avoir à sacrifier leur bien-être mental et physique.

Au lieu de négliger les jeunes qui disent qu'ils font une mauvaise affaire, nous devons examiner la manière dont les règles ont changé pour les étudiants d'aujourd'hui, et trouver des moyens de réparer les choses.

Puisque notre plan pour abolir les droits de scolarité est progressif, nous investirons dans la réussite des étudiants actuels, pour dynamiser l'économie canadienne et donner à nos diplômés un coup de main en mettant en œuvre un programme d'effacement de la dette. **Notre plan éliminera toute dette étudiante fédérale actuelle ou future de plus de 10 000 \$. Nous abolirons les intérêts de remboursements sur les nouveaux prêts étudiants et nous augmenterons les fonds disponibles pour les bourses d'études.**